



## Déclaration liminaire FSU 12 à la

**FS-SSCT du 7 avril 2026**

**Mme la présidente**

**Mr le secrétaire général**

**Mmes et Mrs les membres de la FSSSCT12**

Cette réunion de la F3SCT départementale se tient dans un contexte d'annonces budgétaires catastrophiques pour la rentrée 2026. *La réunion du CSAMEN du lundi 26 janvier, au cours de laquelle les représentant-es de la FSU ont dû insister pour obtenir des données précises, a débouché sur une annonce de suppressions de postes supérieure à ce qui avait été auparavant annoncé mais le ministre semble s'être repris pour revenir au chiffre initial, soit 4018. Quelles que soient ces évolutions à la marge, 4000 postes c'est énorme.* Sans oublier les besoins non satisfaits en AESH, en CPE, en AED, en infirmières, en psychologues, en administratifs et en personnels techniques des collectivités. Comment parler de conditions de travail, de santé au travail dans ces circonstances, dans ce contexte ? Comment redonner du sens et améliorer la qualité du service public d'éducation ? Pour être en bonne santé au travail, les personnels de l'Éducation nationale, comme tous les travailleurs et toutes les travailleuses, doivent disposer des moyens et d'une organisation adaptée pour un travail de qualité et dans de bonnes conditions matérielles. Les suppressions de postes à l'Éducation nationale se poursuivent alors qu'il faudrait 10 017 emplois supplémentaires pour retrouver le taux d'encadrement de 2017 dans les collèges et les lycées. Dans le 1er degré, la baisse en trompe l'oeil du nombre d'élèves par classe ces dernières années est due au dédoublement des grande section, CP et CE1 en éducation prioritaire. Malgré cela, il est reconnu que le système éducatif français, particulièrement inégalitaire, a également les effectifs parmi les plus chargés d'Europe. Face à la baisse démographique, **un choix était possible, celui de baisser le nombre d'élèves dans les classes, mais également de transformer l'école : améliorer le remplacement, reconstruire les RASED, rendre**

l'école réellement inclusive, redéployer des enseignantes et enseignants surnuméraires. L'exécutif a finalement décidé de supprimer plusieurs milliers de postes pour faire des économies à court terme sur le dos du service public d'éducation. Renforcer l'Éducation nationale n'est pas une charge, mais un investissement pour la société.

La dégradation des conditions de travail dans l'Éducation Nationale renforce l'importance de l'existence et de l'utilité de cette instance FSSSCT. Cette année scolaire a vu plusieurs fois son bon fonctionnement remis en cause. Après avoir dû attendre le 1er décembre pour que se tienne l'instance validant le calendrier départemental des visites et GT, il aura fallu demander à plusieurs reprises l'envoi des documents de travail (extraction des signalements sur le RSST, extraction des accidents de service), des convocations, des PV et même la confirmation de la date de cette instance... Bien conscient.es des contraintes liées aux multiples missions de la présidente de l'instance, la FSU tient à rappeler que tous les autres membres de l'instance ont également des contraintes professionnelles et sont mis.es en difficulté à chaque changement ou dysfonctionnement de l'instance. De même, nous vous rappelons l'engagement que avez pris à nous permettre l'élaboration d'un calendrier prévisionnel dès le mois de juin concernant l'année scolaire 2026-2027.

Dans plusieurs établissements du département, la FSU constate l'émergence ou la poursuite de situations de souffrance au travail, liées bien souvent à des pratiques managériales problématiques, à une dégradation du dialogue social ou à des manquements dans la prévention des risques psychosociaux. S'y ajoute une absence de prise en compte de la santé mentale des agents, notamment dans des contextes de crise ou de réforme profonde des méthodes de travail. L'efficacité et l'utilité de cette instance reposent sur le respect de ses prérogatives, de ses avis et de ses délibérations, mais peut-être avant tout sur la volonté et le pilotage de l'employeur. La FSU rappelle que la responsabilité de l'employeur est pleinement engagée, en particulier lorsque l'inaction ou les retards contribuent à l'aggravation des situations signalées. La FSU attend que la prévention ne reste pas un principe affiché mais devienne une réalité effective pour l'ensemble des personnels.

Parallèlement, les situations d'élèves hautement perturbateurs se multiplient notamment dans le 1er degré, fragilisant les classes et les personnels. Là encore l'engagement de l'État n'est pas à la hauteur, peu ou pas de place en ITEP et IME, des AESH mutualisés, des élèves inclus dans des classes surchargées, tout ceci conduit les personnels à des états d'épuisement et à la demande de temps partiel thérapeutiques, et parfois à des arrêts maladie. La FSU le constate avec l'accroissement des indicateurs de la souffrance au travail (saisines des RSST, des FS, des accidents de service, demande de mi-temps thérapeutique). La réponse ministérielle à ces situations problématiques : durcir les conditions d'octroi du temps partiel thérapeutique ! Pour les élèves comme pour les enseignants, il est urgent de donner à l'École les moyens humains et matériels nécessaires à une inclusion réelle

et digne. La FSU rappelle que vous vous étiez engagé à tenir un GT affectation des AESH pour le mois de juin.

Autre point qui impacte les conditions de travail des personnels, le bâti scolaire. En pleine accélération du changement climatique, les établissements scolaires français se révèlent dramatiquement inadaptés aux vagues de chaleur, au froid hivernal ou encore aux enjeux sanitaires liés à la qualité de l'air intérieur. Chaque visite de la F3SCT le démontre, dans les anciens bâtiments mais aussi dans les constructions récentes, la délégation fait le constat de salles surchauffées à plus de 35 °C en été, de classes glaciales et gymnases impraticables en hiver, de problèmes d'humidité, de moisissures et de qualité de l'air qui menacent directement la santé des élèves et des personnels. La rénovation du bâti scolaire n'est pas qu'une affaire de confort thermique. Investir dans des bâtiments scolaires sobres, adaptés et résilients, c'est protéger les générations futures, réduire la consommation énergétique, mais aussi garantir la continuité du service public d'éducation face aux crises climatiques. Concernant l'amiante, la FSU l'a déjà dit, seulement 15% des bâtiments ont été construits après l'interdiction de l'amiante en 1997, tous les autres sont donc susceptibles de contenir des matériaux amiantés. Lors de nos visites nous constatons que les DTA sont peu présents dans les écoles ou établissements scolaires, et quand ils le sont, rarement mis à jour.

Pour conclure, le ministère de la fonction publique qui déclare vouloir mieux protéger les agents du service public est en train de s'attaquer aux droits des personnels en cherchant à diminuer le nombre de jours pour garde d'enfant malade ou absence pour décès, suppression des ASA pour maladie très grave du ou de la conjointe, de durcir les conditions d'octroi du temps partiel thérapeutique. La FSU rappelle qu'il y a un an, le gouvernement avait imposé la diminution de 10 % de la rémunération des agent.es de la fonction publique placés.es en congé maladie ordinaire, femmes enceintes incluses. La FSU restera vigilante et déterminée à gagner de nouveaux droits en matière de santé au travail, d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, de conciliation entre vie privée et vie professionnelle.